

Soulever la politique – Prologue.

En 1854, Victor Hugo est exilé de France sur l'île anglaise de Jersey, pour son opposition à Napoléon III. Sur l'île voisine de Guernesey, un voleur, incendiaire, assassin d'une femme, John-Charles Tapner, est condamné à mort. Hugo demande, dans une lettre publique, la grâce du criminel. Le gouvernement anglais accorde successivement trois sursis. On pense que l'exécution n'aura pas lieu. Tout à coup le bruit se répand que l'ambassadeur de France est allé voir le ministre lord Palmerston. Deux jours après, Tapner est exécuté. L'exécution a lieu le 10 février. Le 14, Victor Hugo écrit à lord Palmerston la lettre qu'on va entendre.

Monsieur,

Je mets sous vos yeux une série de faits qui se sont accomplis à Jersey dans ces dernières années.

Il y a quinze ans, Cahot, assassin, fut condamné à mort et gracié. Il y a huit ans, Thomas Nicolle, assassin, fut condamné à mort et gracié. Il y a trois ans, en 1851, Jacques Fouquet, assassin, fut condamné à mort et gracié. Pour tous ces criminels la mort fut commuée en déportation. Pour obtenir ces grâces, à ces diverses époques, il a suffi d'une pétition des habitants (...)

Voilà ce qui s'est passé depuis quinze ans dans l'île d'où je vous écris. (...)

Maintenant quittons Jersey et venons à Guernesey.

Tapner, assassin, incendiaire et voleur, est condamné à mort. À l'heure qu'il est, monsieur, et au besoin les faits que je viens de vous citer suffiraient à le prouver, dans toutes les consciences saines et droites la peine de mort est abolie ; Tapner condamné, un cri s'élève, les pétitions se multiplient ; une, qui s'appuie énergiquement sur le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, est signée par six cents habitants les plus éclairés de l'île. (...) Les

pétitions vous sont remises, monsieur. Vous accordez un sursis. En pareil cas, sursis signifie commutation. L'île respire ; le gibet ne sera point dressé. Point. Le gibet se dresse. Tapner est pendu.

Après réflexion.

Pourquoi ?

Pourquoi refuse-t-on à Guernesey ce qu'on avait tant de fois accordé à Jersey ? (...) Pourquoi la grâce ici et le bourreau là ? Pourquoi cette différence là où il y avait parité ? (...) À quoi a servi la réflexion ?

Il se dit, monsieur, des choses devant lesquelles je détourne la tête. Non, ce qui se dit n'est pas. Quoi ! Une voix, la voix la plus obscure, ne pourrait pas, si c'est la voix d'un exilé, demander grâce, dans un coin perdu de l'Europe, pour un homme qui va mourir, sans que M. Bonaparte l'entendît ! Sans que M. Bonaparte intervînt ! (...) Quoi ! dans cette affaire, (...) l'homme pendu serait une complaisance, ce gibet serait une gracieuseté, et vous auriez fait cela pour « entretenir l'amitié » ! Non, non, non ! Je ne le crois pas, je ne puis le croire ; je ne puis en admettre l'idée, quoique j'en aie le frisson ! (...)

Quoi qu'il en soit, vous avez ordonné, ce sont les termes de la dépêche, que la justice « suivît son cours » ; quoi qu'il en soit, tout est fini ; quoi qu'il en soit, Tapner, après trois sursis (...) et trois réflexions a été pendu hier 10 février, et, – si, par aventure, il y a quelque chose de fondé dans les conjectures que je repousse – voici, monsieur, le bulletin de la journée. Vous pourriez, dans ce cas, le transmettre aux Tuileries. (...)

Depuis quelques jours, le condamné était frissonnant. Le lundi 6 on avait entendu un dialogue entre lui et un visiteur : – *Comment êtes-vous ? – J'ai plus peur de la mort que jamais. – Est-ce du supplice que vous avez peur ? – Non, pas de cela... Mais quitter mes enfants !* Et il s'était mis à pleurer. Puis il avait ajouté – *Pourquoi ne me laisse-t-on pas le temps de me repentir ?* La dernière nuit, il a lu plusieurs fois le psaume 51. (...) Puis il a

relevé la tête, et l'on a vu son visage inondé de larmes, et il est resté à genoux. (...)

Dès le point du jour une multitude immense fourmillait aux abords de la geôle.

Un jardin était attenant à la prison. On y avait dressé l'échafaud. Une brèche avait été faite au mur pour que le condamné passât. À huit heures du matin, la foule encombrant les rues voisines, deux cents spectateurs « privilégiés » étant dans le jardin, l'homme a paru à la brèche. (...) Il avait les mains liées ; mal, comme vous allez voir. Pourtant, selon l'usage anglais, pendant que les mains étaient croisées par les liens sur la poitrine, une corde rattachait les coudes derrière le dos. Il marchait l'œil fixé sur le gibet. Tout en marchant il disait à voix haute – *Ah ! mes pauvres enfants !* À côté de lui, le chapelain Bouwerie, qui avait refusé de signer la demande en grâce, pleurait. L'allée sablée menait à l'échelle. Le nœud pendait. Tapner a monté. Le bourreau tremblait ; les bourreaux d'en bas sont quelquefois émus. Tapner s'est mis lui-même sous le nœud coulant et y a passé son cou, et, comme il avait les mains peu attachées, voyant que le bourreau, tout égaré, s'y prenait mal, il l'a aidé. Puis, « comme s'il eût pressenti ce qui allait suivre, – dit le même témoin, – il a dit *Liez-moi donc mieux les mains.* – *C'est inutile,* a répondu le bourreau. (...)

Tapner étant ainsi debout dans le nœud coulant, les pieds sur la trappe, le bourreau a rabattu le bonnet sur son visage, et l'on n'a plus vu de cette face pâle qu'une bouche qui priait. La trappe prête à s'ouvrir sous lui avait environ deux pieds carrés. Après quelques secondes, le temps de se retourner, l'homme des « hautes œuvres » a pressé le ressort de la trappe. Un trou s'est fait sous le condamné, il y est tombé brusquement, la corde s'est tendue, le corps a tourné, on a cru l'homme mort. (...) Et le témoin ajoute « *Ce soulagement des cœurs opprimés ne dura pas deux minutes.* » Tout à coup, l'homme, pas encore cadavre et déjà spectre, a remué ; les jambes se sont élevées et abaissées l'une

après l'autre comme si elles essayaient de monter des marches dans le vide, ce qu'on entrevoyait de la face est devenu horrible, les mains, presque déliées, s'éloignaient et se rapprochaient « comme pour demander assistance », dit le témoin. Le lien des coudes s'était rompu à la secousse de la chute. Dans ces convulsions, la corde s'est mise à osciller, les coudes du misérable ont heurté le bord de la trappe, les mains s'y sont cramponnées, le genou droit s'y est appuyé, le corps s'est soulevé, et le pendu s'est penché sur la foule. Il est retombé, puis a recommencé. *Deux fois*, dit le témoin. La seconde fois il s'est dressé à un pied de hauteur ; la corde a été un moment lâche. Puis il a relevé son bonnet et la foule a vu ce visage. Cela durait trop, à ce qu'il paraît. Il a fallu finir. Le bourreau qui était descendu, est remonté, et, je cite toujours le témoin oculaire, a fait « lâcher prise au patient ». La corde avait dévié ; elle était sous le menton ; le bourreau l'a remise sous l'oreille ; après quoi il a « pressé sur les deux épaules ». Le bourreau et le spectre ont lutté un moment. Le bourreau a vaincu. Puis cet infortuné, condamné lui-même, s'est précipité dans le trou où pendait Tapner, lui a étreint les deux genoux et s'est suspendu à ses pieds. La corde s'est balancée un moment, portant le patient et le bourreau, le crime et la loi. Enfin, le bourreau a lui-même « lâché prise ». C'était fait. L'homme était mort.

Vous le voyez, monsieur, les choses se sont bien passées. Cela a été complet. Si c'est un cri d'horreur qu'on a voulu, on l'a.
(...)

Cette exécution a coûté cinquante mille francs. C'est un beau luxe. (...) Quelques amis de la peine de mort disent qu'on aurait pu avoir cette strangulation pour « vingt-cinq livres sterling ». Pourquoi lésiner ? Cinquante mille francs ! Quand on y pense, ce n'est pas trop cher ; il y a beaucoup de détails dans cette chose-là.

On voit l'hiver, à Londres, dans de certains quartiers, des groupes d'êtres pelotonnés dans les angles des rues, au coin des portes, passant ainsi les jours et les nuits, mouillés, affamés, glacés, sans abri, sans vêtements et sans chaussures, sous le givre, et sous la pluie. Ces êtres sont des vieillards, des enfants et des femmes ; presque tous irlandais ; comme vous, monsieur. Contre l'hiver ils ont la rue, contre la neige ils ont la nudité, contre la faim ils ont le tas d'ordures voisin. C'est sur ces indigences-là que le budget prélève les cinquante mille francs donnés au bourreau Rooks. Avec ces cinquante mille francs, on ferait vivre pendant un an cent de ces familles. Il vaut mieux tuer un homme. (...)

Voilà, monsieur, j'y insiste, de quelle façon est mort Tapner. (...)

La théorie de l'exemple est satisfaite. (...) Le supplice a été effroyable, mais le crime était hideux. Il faut bien que la société se défende, n'est-ce pas ? où en serions nous si, etc., etc., etc. ? L'audace des malfaiteurs n'aurait plus de bornes. On ne verrait qu'atrocités et guet-apens. Une répression est nécessaire. Enfin, c'est votre avis, monsieur, les Tapner doivent être pendus, à moins qu'ils ne soient empereurs. (...)

Pourquoi Tapner, au lieu de tuer une femme, n'en a-t-il pas tué trois cents, en ajoutant au tas quelques centaines de vieillards et d'enfants ? pourquoi, au lieu de forcer une porte, n'a-t-il pas crocheté un serment ? pourquoi, au lieu de dérober quelques schillings, n'a-t-il pas volé vingt-cinq millions ? Pourquoi, au lieu de brûler la maison Saujon, n'a-t-il pas mitraillé Paris ? Il aurait un ambassadeur à Londres. (...)

Tenez, monsieur, c'est horrible. Nous habitons, vous et moi, l'infiniment petit. Je ne suis qu'un proscrit et vous n'êtes qu'un ministre. Je suis de la cendre, vous êtes de la poussière. D'atome à atome on peut se parler. On peut d'un néant à l'autre se dire ses vérités. Eh bien, sachez-le, quelles que soient les splendeurs actuelles de votre politique, quelle que soit la gloire de l'alliance

de M. Bonaparte, quelque honneur qu'il y ait pour vous à mettre votre tête à côté de la sienne dans le bonnet qu'il porte, (...) monsieur, cette corde qu'on noue au cou d'un homme, cette trappe qu'on ouvre sous ses pieds, cet espoir qu'il se cassera la colonne vertébrale en tombant, cette face qui devient bleue sous le voile lugubre du gibet, ces yeux sanglants qui sortent brusquement de leur orbite, cette langue qui jaillit du gosier, ce rugissement d'angoisse que le nœud étouffe, cette âme éperdue qui se cogne au crâne sans pouvoir s'en aller, ces genoux convulsifs qui cherchent un point d'appui, ces mains liées et muettes qui se joignent et qui crient au secours, et cet autre homme, cet homme de l'ombre, qui se jette sur ces palpitations suprêmes, qui se cramponne aux jambes du misérable et qui se pend au pendu, monsieur, c'est épouvantable. Et si par hasard les conjectures que j'écarte avaient raison, si l'homme qui s'est accroché aux pieds de Tapner était M. Bonaparte, ce serait monstrueux. Mais, je le répète, je ne crois pas cela. Vous n'avez obéi à aucune influence ; vous avez dit : que la justice « suive son cours » ; vous avez donné cet ordre comme un autre ; les rabâchages sur la peine de mort vous touchent peu. Pendre un homme, boire un verre d'eau. Vous n'avez pas vu la gravité de l'acte. C'est une légèreté d'homme d'État ; rien de plus. Monsieur, gardez vos étourderies pour la terre, ne les offrez pas à l'éternité. Croyez-moi, ne jouez pas avec ces profondeurs-là ; n'y jetez rien de vous. C'est une imprudence. Ces profondeurs-là, je suis plus près que vous, je les vois. Prenez garde. (...) Je vous parle de dedans le tombeau.

Bah ! Qu'importe ! Un homme pendu ; et puis après ? Une ficelle que nous allons rouler, une charpente que nous allons déclouer, un cadavre que nous allons enterrer, voilà grand' chose. Nous tirerons le canon, un peu de fumée en Orient, et tout sera dit. Guernesey, Tapner, il faut un microscope pour voir cela. Messieurs, cette ficelle, cette poutre, ce cadavre, ce méchant gibet imperceptible, cette misère, c'est l'immensité. C'est la question

sociale, plus haute que la question politique. C'est plus encore, c'est ce qui n'est plus la terre. Ce qui est peu de chose, c'est votre canon, c'est votre politique, c'est votre fumée. (...) Hommes d'État, entre deux protocoles, entre deux sourires, vous pressez nonchalamment de votre pouce ganté de blanc le ressort de la potence, et la trappe tombe sous les pieds du pendu. Cette trappe, savez-vous ce que c'est ? C'est l'infini qui apparaît ; c'est l'insondable et l'inconnu ; c'est la grande ombre qui s'ouvre brusque et terrible sous votre petitesse.

Continuez. C'est bien. Qu'on voie les hommes du vieux monde à l'œuvre. (...) Ah ! Tout cela s'évanouira ! Nous les anarchistes, nous les démagogues, nous les buveurs de sang, nous vous le déclarons, à vous les conservateurs et les sauveurs, la liberté humaine est auguste, l'intelligence humaine est sainte, la vie humaine est sacrée, l'âme humaine est divine. Pendez maintenant !

Prenez garde. L'avenir approche. Vous croyez vivant ce qui est mort et vous croyez mort ce qui est vivant. La vieille société est debout, mais morte, vous dis-je. (...) Quand nous prononçons ces mots, progrès, révolution, liberté, humanité, vous souriez, hommes malheureux, et vous nous montrez la nuit où nous sommes et où vous êtes. Vraiment, savez-vous ce que c'est que cette nuit ? Apprenez-le, avant peu les idées en sortiront énormes et rayonnantes. La démocratie, c'était hier la France ; ce sera demain l'Europe. L'éclipse actuelle masque le mystérieux agrandissement de l'astre.

Je suis, monsieur, votre serviteur,
Victor Hugo

En février 1914, Rosa Luxemburg est traduite devant le tribunal de Francfort. C'est sous l'inculpation « d'excitation de militaires à la désobéissance ». Elle y prononce le discours que voici.

Dans le réquisitoire prononcé aujourd'hui par M. le procureur, ce qui joue le rôle principal, ce n'est pas tant les déclarations qui me sont reprochées que la façon dont on les interprète. (...) En écoutant tout à l'heure le procureur, je ne pouvais m'empêcher de rire intérieurement et de penser : voici de nouveau un exemple classique qui montre à quel point la culture purement formelle est insuffisante pour comprendre les idées social-démocrates dans leur complexité, leur finesse scientifique et leur profondeur historique (...). Si vous aviez interrogé, Messieurs les juges, l'ouvrier le plus simple, le plus inculte, parmi les milliers de ceux qui ont assisté à mes réunions, il vous aurait donné une tout autre idée de mes déclarations. Oui, les hommes et les femmes les plus simples du peuple travailleur sont capables de s'assimiler nos idées, lesquelles, dans le cerveau d'un procureur prussien, prennent un aspect caricatural, comme reflétées par un miroir déformateur. C'est ce que je vais prouver maintenant à l'aide de quelques exemples.

M. le procureur a répété à différentes reprises qu'avant de faire la déclaration incriminée, je me suis livrée à des « excitations inouïes ». A cela, je réponds : M. le procureur, nous, social-démocrates, nous ne nous livrons à aucune espèce d'excitation ! Que signifie, en effet, se livrer à des excitations ? Ai-je dit à ceux qui m'écoutaient : si vous allez faire la guerre à l'étranger, en Chine par exemple, frappez de telle sorte qu'aucun Chinois n'osera plus, un siècle après, regarder un Allemand de travers ? Si j'avais dit cela, alors certainement c'eût été une

excitation de ma part. Où me suis-je efforcée d'inculquer aux masses les préjugés nationaux, de leur insuffler le chauvinisme, le mépris et la haine des autres races et des autres peuples ? Cela, assurément, c'eût été une excitation de ma part.

Mais ce n'est pas ainsi que j'ai parlé. Ce que j'ai fait dans ces réunions à Francfort, et que nous autres social-démocrates faisons toujours par la parole et par l'écrit, ç'a été uniquement de développer l'éducation des masses, de leur faire comprendre leurs intérêts de classe et leurs tâches historiques (...) C'est ainsi que nous menons notre agitation, que, grâce à l'effet anoblissant des perspectives historiques, nous élevons peu à peu le niveau moral des masses. Parce que chez nous, social-démocrates, tout se subordonne à une conception du monde harmonique, systématique, appuyée sur une base scientifique solide. Et si M. le procureur, avec ses malheureux témoins à charge, considère tout cela comme un simple travail d'excitation, le caractère simpliste de sa conception est dû uniquement à son incapacité totale de s'assimiler les idées social-démocrates.

Ensuite, M. le procureur a fait allusion, à différentes reprises, à mes soi-disant excitations au « meurtre des supérieurs ». Ces allusions doivent révéler tout particulièrement la noirceur de mon âme et le caractère extrêmement dangereux de mes intentions. Eh bien, je vous demande de croire, pour un instant à l'exactitude des propos qui me sont attribués. Et à la réflexion, vous serez obligés de vous dire qu'ici – dans l'effort de me peindre sous les couleurs les plus noires – le procureur a fait complètement fausse route, car (...) qu'ai-je dit en réalité à propos du « meurtre des supérieurs » ? Quelque chose de tout à fait autre ! Les protagonistes officiels défendent le militarisme actuel en s'appuyant sur la soi-disant nécessité de la défense nationale. Si ce souci de la défense nationale, disais-je, était vraiment sincère, les classes dirigeantes ne devraient rien avoir de plus pressé que de réaliser la vieille revendication social-démocrate de

l'armement du peuple. Car, seul ce système permet d'assurer vraiment la défense du pays, étant donné que seul le peuple libre, qui marche, de sa propre initiative, à la bataille contre l'ennemi, constitue un rempart sûr pour la liberté et l'indépendance de la patrie. Ce n'est qu'alors qu'on pourrait dire : Chère patrie, tu peux être tranquille ! Pourquoi donc, demandais-je, nos patriotes officiels ne veulent-ils pas entendre parler de ce seul système vraiment efficace ? Pour cette raison bien simple qu'en réalité, il ne s'agit pas pour eux de défendre la patrie, mais de faire des guerres de conquêtes impérialistes, pour lesquelles, en effet, les armées du peuple ne valent rien. Et donc, si les classes dirigeantes ont peur de laisser les armes entre les mains des travailleurs, c'est qu'elles craignent qu'elles ne partent dans une direction tout autre qu'elles ne le désirent.

Ainsi, ce que j'avais déclaré sur la peur qu'éprouvent les classes dominantes, est interprété par le procureur comme un appel au meurtre auquel je me serais livré. Vous avez de nouveau ici une preuve qui montre quelle confusion crée dans son cerveau son incapacité absolue de suivre les idées de la social-démocratie. (...)

Mais j'en arrive au point principal de l'accusation. M. le procureur affirme que j'aurais conseillé aux soldats, en cas de guerre, contrairement aux ordres, de ne pas tirer sur l'ennemi. Il raisonne de la manière suivante : étant donné que j'ai fait de l'agitation contre le militarisme, étant donné que je voulais empêcher la guerre, je ne pouvais avoir en vue que de dire aux soldats : si l'on vous ordonne de tirer, ne tirez pas ! N'est-ce pas, Messieurs les juges, quelle conclusion convaincante, quelle logique irréfutable ! Et pourtant je me permets de vous dire : cette logique et cette conclusion découlent de la conception de M. le procureur, non pas de la mienne, non pas de celle de la social-démocratie. (...) Nous pensons que ce n'est pas l'armée, les « ordres » d'en haut et « l'obéissance » aveugle d'en bas qui

décident de l'issue heureuse des guerres, mais bien la grande masse du peuple travailleur. Nous pensons que les guerres ne peuvent être menées qu'autant que la masse des travailleurs, ou bien y participe avec enthousiasme, parce qu'elle la considère comme juste et nécessaire, ou au moins la supporte avec patience. Si par contre la grande majorité du peuple travailleur arrive à la conviction que les guerres sont des phénomènes barbares, d'une immoralité profonde, réactionnaires et contraires aux intérêts du peuple, alors elles deviendront impossibles, même si le soldat obéit encore aux ordres de ses supérieurs. D'après la conception du procureur, c'est l'armée qui fait la guerre, d'après la nôtre, c'est le peuple tout entier. C'est lui qui décide si les guerres ont lieu ou non. (...)

Dans aucune décision de nos congrès, vous ne trouverez aucun appel aux soldats leur demandant de ne pas tirer. Et pourquoi ? Parce que nous avons peur des conséquences d'une telle agitation, des paragraphes du code pénal ? Nous serions en vérité de bien tristes figures si nous négligions, par peur des conséquences, quoi que ce soit de ce que nous considérons comme utile et nécessaire. Non ! Si nous ne le faisons pas, c'est parce que nous nous disons : ceux qui portent « l'uniforme du roi » ne sont qu'une partie du peuple travailleur, et si ce dernier arrive à la compréhension nécessaire concernant le caractère néfaste et criminel des guerres, alors les soldats aussi comprendront d'eux-mêmes, sans aucun appel spécial de notre part, ce qu'ils auront à faire dans le cas donné. (...)

Je voudrais encore faire une remarque. M. le procureur a, dans son réquisitoire, accordé une grande attention à ma modeste personne. Il m'a présentée comme un grand danger pour la sécurité de l'ordre public, il n'a pas même craint de s'abaisser au niveau des feuilles de caniveau en m'appelant la « Rosa rouge ». Il a même été jusqu'à attaquer mon honneur personnel en exprimant le soupçon que je prendrais la fuite au cas où la peine

proposée par lui serait acceptée par le tribunal. (...) Le procureur a dit textuellement – je l'ai noté – qu'il demandait mon arrestation immédiate, car « il serait incompréhensible que l'accusée ne prenne pas la fuite ». Cela signifie, en d'autres termes : si moi, procureur, j'avais à faire un an de prison, je prendrais la fuite. M. le procureur, je vous crois, vous prendriez la fuite. Mais un social-démocrate ne prend pas la fuite. Il accepte la responsabilité de ses actes et se rit de vos punitions.

Et maintenant, condamnez-moi !

En 1903, Jean Jaurès est député socialiste de Carmaux, et vice-président de la Chambre des députés. Le 30 juillet, il s'adresse aux élèves du lycée d'Albi, où il a été lui-même élève, puis professeur quelques décennies plus tôt.

(...) Dans notre France moderne, qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. Instituer la République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune de leur action ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre ; qu'ils sauront se combattre sans se déchirer ; que leurs divisions n'iront pas jusqu'à une fureur chronique de guerre civile, et qu'ils ne chercheront jamais dans une dictature même passagère une trêve funeste et un lâche repos. Instituer la République, c'est proclamer que les citoyens des grandes nations modernes, obligés de suffire par un travail constant aux nécessités de la vie privée et domestique, auront cependant assez de temps et de liberté d'esprit pour s'occuper de la chose commune. (...)

Oui, la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace. (...) Les hommes de la Révolution en avaient conscience. Et lorsque dans la fête du 10 août 1793, ils célébrèrent cette Constitution, qui pour la première fois depuis l'origine de l'histoire organisait dans la souveraineté nationale la souveraineté de tous, lorsque artisans et ouvriers, forgerons, menuisiers, travailleurs des champs défilèrent dans le cortège, mêlés aux magistrats du peuple et ayant pour enseignes leurs outils, le président de la Convention put dire que c'était un jour qui ne ressemblait à aucun autre jour, le plus beau jour depuis que le soleil était suspendu dans l'immensité de l'espace ! Toutes les volontés se haussaient, pour être à la mesure de cette nouveauté héroïque. C'est pour elle que ces hommes combattirent et moururent (...)

Et pourtant que de vicissitudes et d'épreuves avant que cette République que les hommes de la Révolution avaient crue impérissable soit fondée enfin sur notre sol ! Non seulement après quelques années d'orage elle est vaincue, mais il semble qu'elle s'efface à jamais de l'histoire et de la mémoire même des hommes. Elle est bafouée, outragée ; plus que cela, elle est oubliée. Pendant un demi-siècle, sauf quelques cœurs profonds qui garderaient le souvenir et l'espérance, les hommes la renient ou même l'ignorent. Les tenants de l'Ancien régime ne parlent d'elle que pour en faire honte à la Révolution : " Voilà où a conduit le délire révolutionnaire ! " Et parmi ceux qui font profession de défendre le monde moderne, de continuer la tradition de la Révolution, la plupart désavouent la République et la démocratie. On dirait qu'ils ne se souviennent même plus. (...) République, suffrage universel, démocratie, ce fut, à en croire les sages, le songe fiévreux des hommes de la Révolution. Leur œuvre est restée, mais leur fièvre est éteinte et le monde moderne qu'ils ont fondé, s'il est tenu de continuer leur œuvre, n'est pas tenu de continuer leur délire. (...)

Et voici maintenant que cette République, qui dépassait de si haut l'expérience séculaire des hommes et le niveau commun de la pensée que, quand elle tomba, ses ruines mêmes périrent et son souvenir s'effrita, voici que cette République de démocratie, de suffrage universel et d'universelle dignité humaine, qui n'avait pas eu de modèle et qui semblait destinée à n'avoir pas de lendemain, est devenue la loi durable de la nation, la forme définitive de la vie française, le type vers lequel évoluent lentement toutes les démocraties du monde.

Or, et c'est là surtout ce que je signale à vos esprits, l'audace même de la tentative a contribué au succès. L'idée d'un grand peuple se gouvernant lui-même était si noble qu'aux heures de difficulté et de crise elle s'offrait à la conscience de la nation. (...) Elle seule avait assez de noblesse morale pour donner à la nation la force d'oublier les mécomptes et de dominer les

désastres. C'est pourquoi elle devait avoir le dernier mot. Nombreux sont les glissements et nombreuses les chutes sur les escarpements qui mènent aux cimes ; mais les sommets ont une force attirante. La République a vaincu parce qu'elle est dans la direction des hauteurs, et que l'homme ne peut s'élever sans monter vers elle. La loi de la pesanteur n'agit pas souverainement sur les sociétés humaines, et ce n'est pas dans les lieux bas qu'elles trouvent leur équilibre. Ceux qui, depuis un siècle, ont mis très haut leur idéal ont été justifiés par l'histoire.

Et ceux-là aussi seront justifiés qui le placent plus haut encore. Car le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. À un système qui divise et qui opprime, il entend substituer une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre, travailleurs de la main et travailleurs du cerveau, sous la direction de chefs librement élus par eux, administreront la production enfin organisée.

(...)

En novembre 1918, à la fin de la guerre, l'Empire allemand s'effondre. À Berlin, se déclenche une insurrection des conseils d'ouvriers et de soldats. Insurrection victorieuse. Rosa Luxemburg est libérée de sa prison. Peu après sa sortie, et deux mois avant son assassinat, elle écrit dans le journal spartakiste Le Drapeau Rouge, cet article intitulé « Un devoir d'honneur ».

Nous n'avons sollicité ni « amnistie » ni pardon pour les prisonniers politiques. Nous avons exigé notre droit à la liberté, par la lutte et la révolution, pour les centaines d'hommes et de femmes courageux et fidèles qui ont souffert dans les prisons et les forteresses, parce qu'ils ont lutté pour la liberté du peuple, pour la paix et pour le socialisme. Ils sont maintenant tous libérés. Et nous sommes à nouveau prêts pour la lutte.

Ce ne sont pas les ministres (...) qui nous ont libérés ; c'est la révolution prolétarienne qui a ouvert toutes grandes les portes de nos cellules.

Mais une autre catégorie de malheureux habitants de ces lugubres demeures a été complètement oubliée. Jusqu'ici personne n'a pensé aux êtres pâles et maladifs qui souffrent derrière les murs des prisons pour expier des délits mineurs.

Cependant, eux aussi sont des victimes malheureuses de l'ordre social abominable contre lequel se bat la révolution, des victimes de la guerre impérialiste qui a poussé la détresse et la misère jusqu'aux plus extrêmes limites, des victimes de cette épouvantable boucherie qui a déchaîné les instincts les plus bas. La justice de la classe bourgeoise a de nouveau opéré comme un filet laissant échapper les requins voraces tandis que le menu fretin était capturé. Les profiteurs qui ont gagné des millions pendant la guerre ont été acquittés ou s'en sont tirés avec des peines ridicules, mais les petits voleurs ont reçu des peines de prison sévères. Épuisés par la faim et le froid, dans des cellules à

peine chauffées, ces enfants oubliés de la société attendent l'indulgence, le soulagement. Ils attendent en vain. (...)

La révolution prolétarienne, aujourd'hui en cours, doit maintenant éclairer la sombre vie des prisons par un petit acte de pitié, elle doit écourter les sentences draconiennes, abolir le système disciplinaire barbare (détention en chaînes, châtement corporel), améliorer les traitements, les soins médicaux, les rations alimentaires, les conditions de travail. C'est un devoir d'honneur !

Le système pénal existant, tout imprégné de l'esprit de classe brutal et de la barbarie du capitalisme, doit être totalement aboli. Tous les crimes, tous les châtements, ont toujours leurs racines implantées dans le type d'organisation de la société. Une réforme complète du système des peines doit être entreprise. Cependant, une mesure radicale peut être mise en œuvre sans délai. La peine capitale, la plus grande honte de l'ultra-réactionnaire code pénal allemand, doit être immédiatement abolie. Pourquoi donc y a-t-il des hésitations de la part de ce gouvernement des ouvriers et des soldats ? (...) Vous n'avez pas le temps, vous avez mille soucis, mille difficultés, milles tâches à remplir. Mais calculez, montre en main, combien de temps il vous faut pour dire : « la peine de mort est abolie ». Ou est-ce que vous voulez un débat en longueur ? Est-ce que vous allez encore vous fourvoyer dans des couches et des couches de formalités, des questions de tampon approprié et autres inepties ?

Prenons n'importe quelle histoire de la grande révolution française. Quelqu'un peut-il la lire sans sentir battre son cœur et son esprit s'enflammer ? Quelqu'un peut-il, après l'avoir ouverte à n'importe quelle page, la laisser de côté avant d'avoir entendu le dernier accord de cette formidable tragédie ? Elle est comme une symphonie de Beethoven portée jusqu'au gigantesque, une tempête sonnant sur les orgues du temps, grande et superbe dans ses erreurs comme dans ses exploits, dans la victoire comme dans

la défaite, dans le premier cri de joie naïve comme dans son souffle final. Et quelle est la situation maintenant en Allemagne ? Partout, dans les petites choses comme dans les grandes, on sent qu'on a affaire encore et toujours aux anciens et trop prudents citoyens de la vieille social-démocratie, à ceux pour lesquels la carte de membre du parti est tout, alors que les êtres humains et l'intelligence ne sont rien. Mais n'oublions pas que l'histoire du monde ne se fait pas sans grandeur de la pensée, sans élévation morale, sans nobles gestes.

Liebknecht et moi, en quittant les résidences hospitalières que nous avons récemment habitées – lui quittant ses camarades de prison dépouillés, moi mes chères pauvres voleuses et prostituées avec lesquelles j'ai passé, sous le même toit, trois années et demi de ma vie – nous leur avons fait ce serment, tandis qu'ils nous suivaient de leurs yeux pleins de tristesse, que nous ne les oublierions pas !

Nous exigeons que le comité exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats allège immédiatement le sort des prisonniers dans toutes les institutions pénales d'Allemagne !

Nous exigeons que la peine capitale soit retranchée du code pénal allemand !

Des rivières de sang ont coulé en torrents pendant les quatre ans du génocide impérialiste. Aujourd'hui chaque goutte de ce précieux liquide devrait être conservée respectueusement dans du cristal. Une énergie révolutionnaire constante alliée à une humanité sensible : cela seul est la vraie essence du socialisme. Un monde doit être renversé, mais chaque larme qui aurait pu être évitée est une accusation ; et l'homme qui, se hâtant vers une tâche importante, écrase par inadvertance même un pauvre ver de terre, commet un crime.

[Le 19 décembre 1964, par un jour glacial, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon, en présence du général de Gaulle. André Malraux prononce alors le discours que voici :]

Monsieur le président de la République,

Voilà donc plus de vingt ans que Jean Moulin partit, par un temps de décembre sans doute semblable à celui-ci, pour être parachuté sur la terre de Provence, et devenir le chef d'un peuple de la nuit. (...) Puissent les commémorations des deux guerres s'achever par la résurrection du peuple d'ombres que cet homme anima, qu'il symbolise, et qu'il fait entrer ici comme une humble garde solennelle autour de son corps de mort.

Après vingt ans, la Résistance est devenue un monde de limbes. Le sentiment profond, organique, millénaire, qui a pris depuis son accent de légende, voici comment je l'ai rencontré. Dans un village de Corrèze, les Allemands avaient tué des combattants du maquis, et donné ordre au maire de les faire enterrer en secret, à l'aube. Il est d'usage, dans cette région, que chaque femme assiste aux obsèques de tout mort de son village en se tenant sur la tombe de sa propre famille. Nul ne connaissait ces morts, qui étaient des Alsaciens. Quand ils atteignirent le cimetière, portés par nos paysans sous la garde menaçante des mitraillettes allemandes, la nuit qui se retirait comme la mer laissa paraître les femmes noires de Corrèze, immobiles du haut en bas de la montagne, et attendant en silence, chacune sur la tombe des siens, l'ensevelissement des morts français.

Comment organiser cette fraternité pour en faire un combat ? Lorsque, le 1^{er} janvier 1942, Jean Moulin fut parachuté en France, la Résistance n'était encore qu'un désordre de courage : une presse clandestine, une source d'informations, une conspiration pour rassembler ces troupes qui n'existaient pas

encore. Or, ces informations étaient destinées à tel ou tel allié, ces troupes se lèveraient lorsque les Alliés débarqueraient. (...)

C'est pourquoi Jean Moulin est allé à Londres. (...). S'il venait demander au général de Gaulle de l'argent et des armes, il venait aussi lui demander « une approbation morale, des liaisons fréquentes, rapides et sûres avec lui ». Le Général assumait alors le Non du premier jour ; le maintien du combat, quel qu'en fût le lieu, quelle qu'en fût la forme ; enfin, le destin de la France. (...) C'est pourquoi Jean Moulin avait emporté, dans le double fond d'une boîte d'allumettes, la microphoto du très simple ordre suivant : « M. Moulin a pour mission de réaliser, dans la zone non directement occupée de la métropole, l'unité d'action de tous les éléments qui résistent à l'ennemi et à ses collaborateurs. »

Inépuisablement, il montre aux chefs des groupements le danger qu'entraîne le déchirement de la Résistance entre des tuteurs différents. Chaque événement capital – entrée en guerre de la Russie, puis des États-Unis, débarquement en Afrique du Nord – renforce sa position. À partir du débarquement, il apparaît que la France va redevenir un théâtre d'opérations. La Résistance a peu à peu appris que s'il est relativement facile de faire sauter un pont, il n'est pas moins facile de le réparer ; alors que s'il est facile à la Résistance de faire sauter deux cents ponts, il est difficile aux Allemands de les réparer à la fois. En un mot, elle sait qu'une aide efficace aux armées de débarquement est inséparable d'un plan d'ensemble. Il faut que sur toutes les routes, sur toutes les voies ferrées de France, les combattants clandestins désorganisent méthodiquement la concentration des divisions cuirassées allemandes. Et un tel plan d'ensemble ne peut être conçu, et exécuté, que par l'unité de la Résistance.

C'est à quoi Jean Moulin s'emploie jour après jour, peine après peine, un mouvement de Résistance après l'autre. (...) Qui donc sait encore ce qu'il fallut d'acharnement pour parler le même langage à des instituteurs radicaux ou réactionnaires, des officiers réactionnaires ou libéraux, des trotskistes ou communistes retour

de Moscou, tous promis à la même délivrance ou à la même prison ; ce qu'il fallut de rigueur à un ami de la République espagnole, à un ancien « préfet de gauche », chassé par Vichy, pour exiger d'accueillir dans le combat commun tels rescapés de la Cagoule !

Attribuer peu d'importance aux opinions dites politiques, lorsque la nation est en péril de mort – la nation, non pas un nationalisme alors écrasé sous les chars hitlériens, mais la donnée invincible et mystérieuse qui allait emplir le siècle ; penser qu'elle dominerait bientôt les doctrines totalitaires dont retentissait l'Europe ; voir dans l'unité de la Résistance le moyen capital du combat pour l'unité de la nation, c'était peut-être affirmer ce qu'on a, depuis, appelé le gaullisme. C'était certainement proclamer la survie de la France.

En février, ce laïc passionné avait établi sa liaison par radio avec Londres, dans le grenier d'un presbytère. En avril, le Service d'information et de propagande, puis le Comité général d'études étaient formés ; en septembre, le noyautage des administrations publiques. Enfin, le général de Gaulle décidait la création d'un Comité de coordination que présiderait Jean Moulin, assisté du chef de l'Armée secrète unifiée. La préhistoire avait pris fin.

Coordonnateur de la Résistance en zone Sud, Jean Moulin en devenait le chef. En février 1943, il repartait pour Londres avec le général Delestraint, chef de l'Armée secrète, et Jacques Dalsace. De ce séjour, le témoignage le plus émouvant a été donné par le colonel Passy. « Je revois Moulin, blême, saisi par l'émotion qui nous étreignait tous, se tenant à quelques pas devant le Général et celui-ci disant, presque à voix basse : "Mettez-vous au garde-à-vous", puis : "Nous vous reconnaissons comme notre compagnon, pour la libération de la France, dans l'honneur et par la victoire". Et pendant que de Gaulle lui donnait l'accolade, une larme, lourde de reconnaissance, de fierté, et de farouche volonté, coulait doucement le long de la joue pâle de notre camarade Moulin. Comme il avait la tête levée, nous pouvions voir encore,

au travers de sa gorge, les traces du coup de rasoir qu'il s'était donné, en 1940, pour éviter de céder sous les tortures de l'ennemi. » Les tortures de l'ennemi...

En mars, chargé de constituer et de présider le Conseil national de la Résistance, Jean Moulin monte dans l'avion qui va le parachuter au nord de Roanne. Il retrouve une Résistance tragiquement transformée. Jusque-là, elle avait combattu comme une armée, en face de la victoire, de la mort ou de la captivité. Elle commence à découvrir l'univers concentrationnaire, la certitude de la torture. C'est alors qu'elle commence à combattre en face de l'enfer. Ayant reçu un rapport sur les camps de concentration, il dit à son agent de liaison, Suzette Olivier : « J'espère qu'ils nous fusilleront avant. » Ils ne devaient pas avoir besoin de le fusiller.

La Résistance grandit, les réfractaires du travail obligatoire vont bientôt emplir nos maquis ; la Gestapo grandit aussi, la Milice est partout. C'est le temps où, dans la campagne, nous interrogeons les aboiements des chiens au fond de la nuit ; le temps où les parachutes multicolores, chargés d'armes et de cigarettes, tombent du ciel dans la lueur des feux des clairières ou des causses ; le temps des caves, et de ces cris désespérés que poussent les torturés avec des voix d'enfants... La grande lutte des ténèbres a commencé.

(...) Le 9 juin, le général Delestraint, chef de l'Armée secrète enfin unifiée, est pris à Paris. Jean Moulin veut désigner son successeur avec l'accord des mouvements, notamment de ceux de la zone Sud. Il rencontrera leurs délégués le 21, à Caluire.

Ils l'y attendent, en effet.

La Gestapo aussi.

La trahison joue son rôle - et le destin, qui veut qu'aux trois quarts d'heure de retard de Jean Moulin, presque toujours ponctuel, corresponde un long retard de la police allemande. Assez vite, celle-ci apprend qu'elle tient le chef de la Résistance.

En vain. Le jour où, au fort Montluc à Lyon, après l'avoir fait torturer, l'agent de la Gestapo lui tend de quoi écrire puisqu'il ne peut plus parler, Jean Moulin dessine la caricature de son bourreau. Pour la terrible suite, écoutons seulement les mots si simples de sa sœur : « Son rôle est joué, et son calvaire commence. Bafoué, sauvagement frappé, la tête en sang, les organes éclatés, il atteint les limites de la souffrance humaine sans jamais trahir un seul secret, lui qui les savait tous. » (...)

Mais voici la victoire de ce silence atrocement payé : le destin bascule. Chef de la Résistance martyrisé dans des caves hideuses, regarde de tes yeux disparus toutes ces femmes noires qui veillent nos compagnons : elles portent le deuil de la France, et le tien. Regarde glisser sous les chênes nains du Quercy, avec un drapeau fait de mousselines nouées, les maquis que la Gestapo ne trouvera jamais parce qu'elle ne croit qu'aux grands arbres. Regarde le prisonnier qui entre dans une villa luxueuse et se demande pourquoi on lui donne une salle de bains - il n'a pas encore entendu parler de la baignoire. Pauvre roi supplicié des ombres, regarde ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures.

Voici le fracas des chars allemands qui remontent vers la Normandie à travers les longues plaintes des bestiaux réveillés : grâce à toi, les chars n'arriveront pas à temps. Et quand la trouée des Alliés commence, regarde, préfet, surgir dans toutes les villes de France les commissaires de la République – sauf lorsqu'on les a tués. Tu as envié, comme nous, les clochards épiques de Leclerc : regarde, combattant, tes clochards sortir à quatre pattes de leurs maquis de chênes, et arrêter avec leurs mains paysannes formées aux bazookas l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division *Das Reich*.

Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique et les combats d'Alsace, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont

morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle – nos frères dans l'ordre de la Nuit...

Commemorant l'anniversaire de la Libération de Paris, je disais : « Ecoute ce soir, jeunesse de mon pays, ces cloches d'anniversaire qui sonneront comme celles d'il y a quatorze ans. Puisses-tu, cette fois, les entendre : elles vont sonner pour toi. » L'hommage d'aujourd'hui n'appelle que le chant qui va s'élever maintenant, ce Chant des partisans que j'ai entendu murmurer comme un chant de complicité, puis psalmodier dans le brouillard des Vosges et les bois d'Alsace, mêlé au cri perdu des moutons des tabors, quand les bazookas de Corrèze avançaient à la rencontre des chars de Rundstedt lancés de nouveau contre Strasbourg. Ecoute aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le Chant du Malheur. C'est la marche funèbre des cendres que voici. A côté de celles de Carnot avec les soldats de l'an II, de celles de Victor Hugo avec les Misérables, de celles de Jaurès veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France...

Rosa Luxemburg, à Hans Diefenbach, *lettre écrite depuis sa prison, la forteresse de Wronke, le 6 juillet 1917.*

Petit Hans, dormez-vous ? Je viens vous chatouiller l'oreille avec une longue paille. J'ai besoin de compagnie, je suis triste, je veux me confesser. Ces jours-ci, j'ai été méchante et donc malheureuse et donc malade. Ou faut-il dire dans l'ordre inverse : j'ai été malade et donc malheureuse et donc méchante ?... Je ne sais plus. (...)

Mon Dieu, n'ai-je pas assez de motifs d'être reconnaissante et gaie puisque le soleil brille pour moi et que les oiseaux chantent leur très vieille chanson dont j'ai si bien compris le sens ?... Celui qui a le plus fait pour me faire entendre raison est un petit dont je vous envoie l'image. Ce compagnon au bec impertinent, au front plat et à l'œil déluré (...), vous l'avez sûrement déjà entendu quelque part (...) Simplement vous n'avez pas fait attention à lui (...) Cet oiseau est un fantaisiste tout à fait singulier. Il ne chante pas, comme d'autres oiseaux, un air, une mélodie, mais c'est un orateur populaire ; s'adressant aux jardins, il prononce d'une voix forte des harangues passionnées et dramatiques, truffées de brusques transitions, de tirades pathétiques. (...)

Nous avons eu ici encore une journée d'une beauté indescriptible, incroyable. D'habitude, à 10 heures, je regagne ma turne pour travailler : aujourd'hui je n'ai pas pu. Allongée dans mon fauteuil d'osier, la tête renversée en arrière j'ai contemplé le ciel, sans bouger, des heures durant. Des nuages gigantesques aux formes fantastiques couvraient de toutes parts un ciel d'un bleu pastel tendre qui luisait entre leurs bords déchiquetés. (...) Cependant que devant moi bruissait le grand peuplier de mon jardin dont les feuilles, étincelant au soleil, tremblaient comme prises d'un voluptueux frisson. Pendant ces quelques heures où j'étais plongée dans des rêveries grises et bleues, j'ai eu

l'impression de vivre des siècles. Kipling raconte, dans un de ses récits indiens, comment on fait sortir du village, chaque jour vers midi, un troupeau de buffles. Ces animaux énormes, qui pourraient en quelques minutes broyer sous leurs sabots tout un village, suivent patiemment deux petits paysans bruns vêtus d'une simple chemisette qui, une baguette à la main, les conduisent tout droit à un marécage éloigné. Arrivées là, les bêtes se laissent glisser à grands flacs dans la vase, s'y vautrant à leur aise et y disparaissant jusqu'aux naseaux, tandis que les gosses, fuyant la morsure impitoyable du soleil, se réfugient à l'ombre de quelque maigre acacia, grignotent lentement le morceau de galette de riz qu'ils ont apporté, observent les lézards endormis au soleil et contemplent tranquillement l'espace tremblant de lumière. « Et un après-midi comme celui-là leur semble plus long qu'à certains êtres humains toute une vie ». (...) Moi aussi, quand je vis une matinée comme celle d'aujourd'hui, je me sens pareille à ces petits paysans indiens.

Une seule chose me tourmente, que je doive jouir *seule* de tant de beauté. J'aimerais crier par-dessus le mur : je vous en prie, remarquez donc cette splendide journée. (...) Elle vous est offerte comme une rose épanouie étendue à vos pieds et qui attend que vous la ramassiez pour la presser sur vos lèvres.

Rosa.